

Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 18 janvier 2018

Oui à une eau potable propre, non à l'initiative

Aujourd'hui, le comité de l'initiative sur l'eau potable a déposé à la Chancellerie fédérale les signatures récoltées. L'aboutissement de l'initiative montre que la population tient à la propreté de cette eau. L'agriculture suisse veut aussi de l'eau propre et entend apporter sa pierre à l'édifice. Elle ne pourra pas le faire si elle ne produit presque plus rien. En effet, l'initiative prévoit de se détourner des denrées alimentaires indigènes au profit de produits importés et cultivés bien souvent dans des conditions douteuses en matière d'écologie et de bien-être animal.

Réserver les paiements directs aux propriétaires d'exploitations agricoles n'utilisant pas de produits phytosanitaires et étant à même de nourrir leurs animaux sur la base de ce qu'ils produisent : tel est l'objectif de l'initiative « Pour une eau potable propre et une alimentation saine », qui a réuni les signatures nécessaires et a été remise aujourd'hui à la Chancellerie fédérale. Bien que la propreté de l'eau revête aussi une très grande importance pour l'agriculture, l'Union suisse des paysans rejette cette initiative de façon catégorique, et ce pour plusieurs raisons.

La suppression des paiements directs aux agriculteurs utilisant des produits phytosanitaires réduirait de manière considérable la production végétale suisse et rendrait impossible la culture de légumes, de fruits, de pommes de terre, de colza et de betteraves sucrières. Si elle venait à être acceptée, l'initiative conduirait même à l'abandon de la culture biologique, où les produits phytosanitaires sont aussi utilisés. Pareil pour les œufs, la volaille et la viande de porc. La majorité des exploitants n'arrivent tout simplement pas à produire eux-mêmes le fourrage nécessaire à l'alimentation de ces animaux. Cela présuppose en effet une superficie suffisante de terres cultivables dans des régions propices à la production d'aliments riches en protéines et en glucides dans les quantités nécessaires. Par conséquent, cette nourriture ne serait plus produite en Suisse et il faudrait se rabattre en grande partie sur les importations. Or, nombreux sont les produits d'importation cultivés dans des conditions peu respectueuses de l'écologie et du bien-être animal. La plupart des denrées alimentaires issues de la production indigène deviendraient alors des produits de niche réservés à des consommateurs très exigeants et fortunés, tandis que le paysage rural perdrait beaucoup de sa diversité actuelle.

Pour ce qui est de la protection des eaux, la situation s'est déjà bien améliorée au cours de ces dernières années. Dans son rapport de janvier 2017, l'Office fédéral de l'environnement a évalué la qualité des eaux comme étant bonne en général. De plus, en comparaison internationale, la qualité de l'eau potable en Suisse est excellente. L'été 2017 a vu entrer en vigueur le « Plan d'action Produits phytosanitaires », qui doit permettre de réduire l'utilisation de produits phytosanitaires et d'en endiguer les effets néfastes. Conscient du rôle qu'il joue dans ce domaine, le secteur agricole suisse a d'emblée soutenu ce plan. Les agriculteurs n'ont d'ailleurs aucun intérêt à se ruiner en achetant des produits phytosanitaires onéreux ou à en réduire les effets en les utilisant de manière inappropriée. Ils veulent eux aussi que tout le monde ait accès à une eau potable propre.

Renseignements :

Markus Ritter, président de l'USP, tél. 079 300 56 93

Jacques Bourgeois, directeur de l'USP, tél. 079 219 32 33

Martin Rufer, responsable Production, marché et écologie USP, tél. 078 803 45 54

David Brugger, responsable Division Production végétale, tél. 056 462 51 11

www.sbv-usp.ch